



Licenciements et suppressions de postes à Alstom, SFR, HSBC, Philips, Latécoère...

Le patronat à l'offensive !

L'annonce le 7 septembre par la direction du groupe Alstom de la fermeture du site de Belfort non seulement a jeté la consternation sur toute une ville mais a pesé sur tous les travailleurs du groupe – ils sont 31 000 dans le monde, dont 9 000 en France.

Carnet de commande garni, subventions, profits : Alstom cumule tout !

Il paraît que le carnet de commandes de l'usine de Belfort ne serait plus assez garni pour assurer la pérennité du site.

Quelle mauvaise blague ! Alstom est une multinationale florissante dont les commandes en cours se chiffrent à près de 30 milliards d'euros. En 2015-2016, le groupe ferroviaire a dégagé un bénéfice d'exploitation de 366 millions d'euros. Et il profite des largesses de l'État : en 2015, 86 millions au titre du crédit Impôt Recherche, 6,3 millions au titre du CICE. Sans oublier les 3,6 milliards récupérés en 2014 par les actionnaires lors de la cession de la partie Énergie du groupe à General Electric...

Alstom ne manque pas de commandes mais les répartit où il veut, privant les uns de travail et aggravant les conditions de travail des autres.

Multiplication des licenciements et suppressions d'emplois

Alstom n'est pas seul. Aux près de 500 emplois que le groupe veut supprimer à Belfort, il faut en ajouter bien d'autres : 5 000 emplois supprimés par SFR, 170 par Hitachi, 230 par Philips, 600 par le groupe pharmaceutique Servier, 300 par Latécoère (*voir au verso*). Et tant d'autres : Société générale, Arkema, Vallourec, HSBC... Sans compter les restructurations à la Poste, dans les hôpitaux et autres services publics.

À chaque fois, les capitalistes mettent en avant qu'il ne s'agirait pas de licenciements

mais de suppressions de postes avec prétendus « départs volontaires » ou promesses plus ou moins bidon de reclassements. Mais proposent-ils des reclassements aux milliers de travailleurs intérimaires ? Aux travailleurs en CDD ? Sans compter les autres conséquences : quand une usine comme Alstom ferme à Belfort, combien d'autres emplois disparaîtront ? Nous connaissons tous ces centres-villes désertés, ces magasins fermés, ces quartiers à l'abandon partout où les capitalistes décident de fermer une usine.

Rien à attendre du gouvernement

À chaque suppression d'emploi correspond un alourdissement de la charge de travail sur d'autres postes. Chaque suppression de poste précarise un peu plus l'emploi de ceux qui ont conservé le leur. Et, toujours, les salaires sont tirés vers le bas.

Il n'y a rien à attendre du gouvernement : il participe largement aux attaques contre les travailleurs comme on l'a encore vu récemment avec la loi Travail !

Ce qui est nécessaire, c'est l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes ! Ce qu'il faut, c'est prendre sur les profits pour maintenir l'emploi, prendre sur les profits pour créer des postes et permettre à tous de travailler dans de bonnes conditions, de vivre décemment.

Mais cela ne pourra qu'être le résultat d'une lutte d'ensemble des travailleurs.

L'urgence est à la coordination des luttes de tous ceux qui se débattent contre les licenciements comme ils le peuvent, isolés dans leur entreprise. Cela mettrait déjà dans la grève et dans les rues des travailleurs par milliers et créerait les conditions pour que la classe ouvrière reprenne l'offensive et impose son droit à vivre décemment face à un patronat toujours plus avide.

Avec un peu de bonne volonté

Trois semaines que la saison des assemblées générales (AG) a débuté au courrier de Muret. Environ deux petits « matins debout » par semaines, pour discuter de comment chacun vit le boulot. Et la situation s'est déjà un peu améliorée. Désormais, tous les renforts sont là et nos deux apprentis auront leur CDI. De là à y voir un lien...

Les AG attirent les foules

Les cadres sont venus nombreux ce mardi à l'AG. Si eux aussi veulent s'exprimer sur leurs conditions de travail, ils sont les bienvenus. On sait bien qu'ils sont soumis à beaucoup de pression du dessus.

La bouche pleine de profit

La Poste pleure constamment sur la baisse d'activité, alors que chaque bilan annonce de nouveaux records. Au 1^{er} semestre 2016, c'est encore +11,2 % de bénéfices.

Les profits de La Poste se portent donc très bien, y compris au courrier-colis, qui apportent toujours une grosse part de bénéfice (504 millions d'euros en un seul semestre).

Il y a de quoi embaucher et augmenter nos salaires.



Délit d'inventivité

Sylvain est facteur à Tulle. Cela fait 15 ans qu'il a mis au point des aménagements pour son scooter : un coussin sanglé à la scelle et un pare-brise amovible en plastique. Mais voilà qu'à six mois de la retraite, il se voit convoqué

en conseil de discipline pour ces modifications qui « mettent en danger le facteur » et menacé de 1 à 6 mois de mise à pied.

Si la poste se souciait vraiment de la sécurité au travail des postiers, ça se saurait. Les collègues de Sylvain ont été une quarantaine à débrayer lundi pour le soutenir. Ils doivent plutôt penser que la direction a pris un prétexte bidon pour sanctionner un militant de la grève contre la loi travail.

Latécoère : les vautours à l'œuvre

Alors même que le chiffre d'affaires semestriel de Latécoère augmentait de 11,5 %, la direction a annoncé un plan « Transformation 2020 » entraînant la fermeture du site Latélec près de Tarbes (70 emplois supprimés) et la suppression d'environ 300 emplois dans l'usine toulousaine de Périole, ainsi que la vente de Latécoère Services (841 emplois).

Ce sont 2 fonds de pension qui ont pris le contrôle du groupe Latécoère il y a peu. Il est probable que la vente de Latécoère Services (quasiment finalisée, pour 63 M€, l'équivalent de plus de 11 ans de bénéfices) soit due à la volonté de récupérer rapidement une partie de leur mise. Pour l'usine de Périole, impossible de ne pas envisager une opération immobilière juteuse sur un terrain si proche du centre-ville. En tous cas une partie importante de la production disparaîtrait de cette usine (sans qu'on sache où elle irait). Quant à LATelec, la fermeture d'une usine en France est concomitante de l'inauguration d'une usine « best cost »* au Maroc. Faut-il y voir un lien ?

Quant à la direction d'Airbus et sa course au 10% de profit, qui n'est pas pour rien dans la situation de son sous-traitant. Elle planifie elle aussi, d'ores et déjà, des attaques sur les emplois et les conditions de travail.

Les travailleurs de Latécoère n'ont aucune raison d'accepter cette casse de leurs emplois. D'autant plus que leur combat pourrait rejoindre ceux des autres entreprises en lutte contre des suppressions d'emploi.

Alors il est grand temps de remettre en question, tous ensemble, les logiques capitalistes, d'imposer par nos luttes l'interdiction des licenciements et l'expropriation des licenciés.

* Terme désormais politiquement plus correct, chez les patrons, que « low cost »